

Le commerce mondial sous l'effet de Donald Trump

Volume 9, numéro 8, décembre 2016

Résumé analytique

Donald Trump mettra-t-il à exécution son programme économique visant tout particulièrement le commerce international ? Comment définir le positionnement idéologique du prochain Président des États-Unis en matière de relations internationales ? Ce mois-ci, nous tentons de répondre à ces vastes questions.

Contenu

Trump le commerçant.....	2
Publication d'un ouvrage de M. Sylvain Zini, chercheur au CÉIM	9
Études économiques et articles connexes ce mois-ci.....	10

Trump le commerçant

L'inimaginable s'est produit. Donald Trump est devenu le quarante-cinquième président des États-Unis. Durant la campagne électorale présidentielle, beaucoup a été dit sur son inexpérience, sa méconnaissance des dossiers importants et son absence de vision en matière de politique étrangère. Concernant la politique commerciale, la plupart des commentateurs ont noté que la réflexion de Trump se limitait à critiquer durement les accords signés par ses prédécesseurs, sans offrir d'alternative claire en justifiant ce flou par la nécessité de rester « imprévisible » face aux adversaires.

Il faut dire que ce jeu presque enfantin occulte le fait que la stratégie commerciale internationale ne s'établit pas par un « sniper » qui frappe dans l'ombre au moment opportun, surprenant l'adversaire. Pour demeurer dans la métaphore militaire, il s'agit la plupart du temps davantage d'une stratégie de grands mouvements que l'observateur averti détecte facilement. Les mécanismes à mettre en place demandent tellement de ressources et l'établissement des objectifs tant de larges consensus qu'il est bien difficile de surprendre ses partenaires. Cette image du loup solitaire qui va conclure de meilleurs accords en étant le meilleur négociateur reste éminemment naïve.

Toujours est-il qu'il serait présomptueux de réduire le président Trump à un amateur qui ne comprend rien au monde qui l'entoure et qui s'assoira derrière le bureau ovale sans une vision du monde qui lui est propre. Nous allons donc tenter de cerner les idées de ce Président atypique afin de prévoir quelle direction il sera capable de donner à la politique commerciale américaine.

Tentative de cadrage théorique de M. Trump

La politique étrangère américaine est dirigée par les tenants de trois grands courants d'idées qui reposent sur plusieurs penseurs et qui exercent une nette domination : le néoréalisme, le néolibéralisme et le néoconservatisme. À grands traits, le néoréalisme est une théorie de la puissance des États, qui utilisent la force qu'offrent leurs caractéristiques (l'économie, l'armée, la population, les compétences, les ressources naturelles, le territoire, la stabilité politique) pour changer le comportement des autres États afin de satisfaire leurs besoins de sécurité. Le néolibéralisme, quant à lui, accorde beaucoup d'importance au commerce et aux institutions internationales dans l'établissement d'un lien de confiance et d'une coopération étroite entre les États. Comme pour le néoréalisme, les États agissent pour défendre et promouvoir leurs intérêts nationaux, mais les néolibéraux sont plus optimistes quant à la coopération internationale, qui peut être durable lorsque les États en connaissent les bénéfices.

De nombreux aspects de chacune des approches sont différents, mais pour ce qui nous intéresse ici, notons-en un en particulier. Les néoréalistes estiment que les États cherchent à maximiser leurs gains relatifs. Ils ne favorisent donc pas nécessairement les relations mutuellement avantageuses, à moins d'en tirer davantage profit que leur partenaire. Les néolibéraux expliquent que les États cherchent plutôt à maximiser leurs bénéfices absolus, favorisant ainsi la coopération.

Quant à leurs perspectives du commerce international, les néoréalistes estiment que la coopération entre États est très difficile et que les intérêts économiques doivent être subordonnés aux intérêts politiques. Le fait de favoriser les gains relatifs dans les relations entre les États constitue un frein aux politiques commerciales considérées comme étant mutuellement avantageuses.

Pour les libéraux, le commerce et le libre-échange sont des facteurs de prospérité et de paix. La croissance des échanges commerciaux favorise le développement de liens étroits entre les États et l'interdépendance économique limite les possibilités aux conflits.

Les néoconservateurs placent bien peu d'espoir dans la coopération internationale, mais insistent cependant, tout comme les néolibéraux, sur la nécessité d'exporter les valeurs américaines à travers le monde. Le commerce fait partie des moyens à utiliser pour ce faire et les néoconservateurs seront généralement en faveur de la libéralisation des échanges commerciaux, surtout dans le cadre de mécanismes de négociation où l'exercice de la puissance des États-Unis n'est pas restreint par une organisation internationale.

Selon ces descriptions, nous serions tentés de qualifier Trump de « réaliste politique », qui cherche à utiliser la puissance américaine pour contraindre les autres États à des concessions importantes dans les accords déjà existants et à se retirer de tels accords au besoin, semblant accorder bien peu de valeur à la coopération internationale.

Mais il faut croire que bien peu d'intellectuels recherchent la compagnie d'idées du Président désigné. Plusieurs voix se sont élevées pour expliquer que Trump n'est pas un réaliste. Robert D. Kaplan du Center for A New American Security écrivait récemment dans le Washington Post que le réalisme était une sensibilité qui reposait sur la prudence et la connaissance de l'histoire, deux qualités qui semblent cruellement manquer à M. Trump. Selon Kaplan, le Partenariat transpacifique (TPP) est un élément important de la politique extérieure américaine en ce sens qu'il permet de projeter les valeurs américaines en Asie tout en diminuant l'influence de la Chine sur cette région. Le rejet du TPP n'aurait donc rien de réaliste.

Trump est sans doute plus proche de l'école néoconservatrice en matière de politique étrangère. Ici comme chez les réalistes, la politique étrangère est considérée comme étant une affaire dangereuse tissée de menaces, à laquelle les organisations internationales ne peuvent rien. Sa position à l'égard de l'Iran ou de l'ISIS, par exemple, démontre bien qu'il n'envisage pas de solutions pragmatiques aux problèmes soulevés par des États ou des groupes qui sont considérés comme étant dans « l'axe du mal ».

Convaincus de *l'exceptionnalisme américain*, les néoconservateurs croient en la force de l'individu qui transforme la structure, ici plus proche des idéalistes libéraux, pour propager les valeurs américaines à travers le monde. Trump s'attarde moins à cette vision idéaliste à l'extérieur des États-Unis, mais elle prend une mesure très importante dans son thème électoral « Make America Great Again ». Il utilise donc le thème de *l'exceptionnalisme américain* en laissant de côté celui de la *destinée manifeste* qui veut que les États-Unis doivent propager leurs valeurs à travers le monde.

La relation qu'il semble vouloir établir avec les autres États est transactionnelle. Délaissant les grands objectifs géopolitiques mondiaux qui ont animé les politiciens américains depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, Trump croit que les États-Unis doivent exercer leur pouvoir là où ils peuvent en tirer un avantage matériel palpable. C'est pourquoi il n'hésite pas à remettre en question la participation de son pays à l'OTAN, la présence de troupes militaires au Japon et en Corée ou l'assistance à des États tels que l'Arabie Saoudite.

Ainsi, la politique étrangère américaine serait liée au commerce international comme jamais auparavant. Pour M. Trump, les relations internationales semblent être une série de négociations bilatérales de laquelle les États-Unis doivent sortir vainqueurs. Les partenaires doivent céder davantage qu'ils n'obtiennent. C'est là que la puissance militaire peut être utilisée pour obtenir des concessions commerciales. Le Président désigné semble accorder bien peu d'importance à la stabilité politique mondiale.

Le champ des relations internationales aux États-Unis s'est divisé entre réalistes qui occupent le terrain de la politique étrangère, avec leur conception des relations de puissance, et les libéraux qui s'occupent du commerce et de la coopération internationale. En faisant la jonction entre la politique étrangère et le commerce international, Trump brouille les cartes et transforme l'économie mondiale en arène de combat. C'est le jeu auquel les Chinois jouent depuis longtemps. Est-ce que Trump saura faire mieux qu'eux sur leur propre terrain ? Nous pouvons en douter.

Les États-Unis ont été capables d'obtenir beaucoup de concessions de leurs partenaires au fil des négociations commerciales. Ils ont généralement utilisé la force de leur économie et l'accès à leur important marché intérieur pour obtenir des concessions notamment sur la protection de la propriété intellectuelle, le commerce électronique et la cohérence réglementaire. Mais ils n'ont jamais ouvertement menacé leurs partenaires de fermer les bases militaires ou de cesser l'assistance qui assure une certaine stabilité à la structure mondiale.

On peut conclure du discours de M. Trump qu'il estime que les négociateurs commerciaux américains font erreur en ne jouant pas cette carte de l'assistance militaire pour obtenir davantage de concessions des partenaires commerciaux des États-Unis. Sans doute est-il vrai que les États-Unis peuvent obtenir davantage, mais à quel prix ? Quelle est la valeur de la stabilité politique actuelle pour les Américains ? Car la sécurité n'est pas une relation unilatérale, dont une seule partie bénéficie, mais un état commun. Les États-Unis profitent eux aussi de cette stabilité que Trump va bientôt bousculer.

Sur le plan intérieur, le regard que porte M. Trump sur le commerce international demeure empreint d'une certaine simplicité. Il constate que la balance commerciale des États-Unis est déficitaire avec plusieurs pays, principalement la Chine, mais également le Japon, l'Allemagne et le Mexique. Le déficit commercial semble être l'ennemi à abattre. Cette perspective est en rupture avec celle de l'équipe de Georges W. Bush qui considérait que le déficit commercial était secondaire tant que la balance des capitaux était positive, signe que les investisseurs étrangers avaient confiance dans l'économie américaine.

Le déficit commercial est composé pour l'essentiel de produits de consommation courante et de pétrole. Il est vrai que plusieurs entreprises américaines conçoivent leurs produits aux États-Unis, les font fabriquer à l'étranger pour ensuite les vendre aux Américains. Une augmen-

tation des tarifs douaniers aura un impact sur le prix que paient les consommateurs américains alors que les mesures fiscales pour encourager les entreprises à demeurer aux États-Unis seront financées par les contribuables américains. M. Trump propose donc une forme de redistribution des bénéfices de la mondialisation de la population en général vers les secteurs économiques qui en ont souffert. De même, les tarifs auront pour effet de diminuer la production dans les États visés, les États-Unis tentant ainsi de transférer à l'étranger une partie de leurs problèmes structurels internes. La plupart des économistes qui observent les régions des États-Unis qui souffrent économiquement estiment que la diminution des tarifs commerciaux n'explique qu'une petite partie de leur état. Ainsi, des mesures destructrices pour l'économie entière n'auront qu'un effet marginal sur ces régions.

Sous les projecteurs depuis plusieurs mois déjà, Donald Trump a eu quelques occasions de présenter sa vision du monde. Peu d'analystes semblent être sortis de ces échanges avec une vision claire de la pensée de M. Trump et la plupart ont conclu que c'est parce qu'elle n'existait tout simplement pas. Il est vrai que sa pensée n'est pas encore bien articulée, mais elle repose selon nous sur trois idées :

- le nécessaire déclin du multilatéralisme ;
- la projection des intérêts matériels américains sur la scène mondiale ;
- le développement d'une réglementation nationale protectionniste.

Ces trois idées remettent en question la politique étrangère américaine traditionnelle et, par le fait même, celle de tous les autres États. À travers le monde, les personnes intéressées par les enjeux mondiaux tels que le commerce, l'environnement et les technologies ont l'impression de se retrouver en *terra incognita*, ne sachant plus comment ajuster leur discours aux mouvements qui semblent s'amorcer. Car Donald Trump n'est pas l'instigateur de ce mouvement, mais bien son produit. Depuis plusieurs années, l'on constate que l'efficacité des institutions mises en place à la fin de la Deuxième Guerre mondiale diminue. Si l'on est parvenu à réduire considérablement les inégalités économiques entre les États, elles se sont accrues à l'intérieur de ceux-ci et bien peu de mesures d'atténuation ont été mises en place pour aider les victimes de la mondialisation. Les discours antimondialisation et antilibéraux semblent en effet de plus en plus populaires dans les économies occidentales.

Un courant antilibéral

Les sondages, les analystes, les commentateurs ne donnaient presque aucune chance à l'élection de Donald Trump. Tous les indicateurs prévoyaient une victoire du non au référendum sur le Brexit. Marine Le Pen, aspirante à la présidence française, est considérée comme infréquentable par plusieurs qui n'osent imaginer une victoire du Front national. La signature d'un accord commercial entre le Canada et l'Europe a été paralysée par un petit groupe de Wallons.

Qu'est qui est évoqué pour expliquer l'inexplicable : le manque d'éducation, l'incompréhension face aux véritables enjeux, le racisme, le fascisme, voire l'imbécillité. On caractérise le débat comme étant celui entre le monde libéral compétent qui fait face à l'ignorance du peuple, entre ceux qui comprennent et ceux qui résistent au progrès. Depuis la démonstration de l'échec du communisme, l'esprit libéral est imprégné dans nos sociétés de telle manière que les résultats

des débats sur les choix qu'elles doivent faire sont généralement décidés à l'avance. On ne parle pas ici du Parti libéral (bien qu'il fasse partie du courant de pensée), mais du libéralisme économique d'Adam Smith (la main invisible) et surtout David Ricardo, qui a avancé la théorie de l'avantage comparatif, qui propose que les États doivent se spécialiser dans ce qu'ils font le mieux pour ensuite échanger librement par le commerce international. C'est la pensée de Ricardo qui est à la base de la justification de la libéralisation des échanges commerciaux à travers le monde.

Les partis politiques les plus populaires dans les États occidentaux, qu'ils soient de gauche ou de droite, présentent généralement des positions similaires sur le libre-échange, en ligne directe avec le libéralisme économique. Cet unanimisme laisse un espace très étroit à l'opposition qui se retrouve bien souvent marginalisée et dépeinte comme étant un peu « arriérée ». Mais cette opposition trouve parfois une voix qui exprime un rejet de certains projets libéraux, créant un impact politique réel.

Doit-on rappeler que la plupart des peuples de l'Europe occidentale consultés par référendum ont voté contre les mesures favorisant l'élargissement ou le développement de l'Union européenne ? Que la Constitution européenne a été rejetée par référendum par la population française et que le gouvernement français a ensuite procédé sans consultation à l'adoption de ses principaux éléments ? Même les citoyens des Pays-Bas, généralement considérés comme favorisant les valeurs libérales, ont rejeté par référendum la Constitution européenne et, plus récemment, l'entrée de l'Ukraine dans l'Union européenne. Le premier ministre du pays tente actuellement de trouver une manière de ratifier quand même l'entrée de l'Ukraine dans l'union, malgré le vote des citoyens. Partout en occident, le libéralisme est en crise, mais ses tenants préfèrent souvent l'ignorer en désignant comme responsable l'ignorance de la population.

Les appuis sont venus de toutes parts, mais Donald Trump a remporté l'élection grâce aux votes des électeurs de la « Rust Belt » qui souffrent des politiques économiques de l'État fédéral depuis plusieurs années. Manufactures déménageant dans des pays où la main-d'œuvre est moins rémunérée, mines de charbon fermant à la suite de l'encouragement à la production d'énergies vertes, les travailleurs de la Pennsylvanie, du Michigan, de l'Ohio, du Wisconsin et de l'Iowa ont simplement rejeté les politiques économiques qui leur ont nui au cours des dernières années.

Est-il si surprenant que les travailleurs de ces États soient contre les accords de libéralisation des échanges commerciaux alors qu'ils ont le sentiment qu'ils en sont victimes ? Donald Trump s'est présenté comme leur champion, prêt à déchirer les accords commerciaux ainsi que ceux sur le climat. Démocrates depuis longtemps, ils ont trouvé en lui leur représentant, et peut-être surtout leur dernier espoir. Sera-t-il capable de passer outre aux énormes pressions qu'il subira de la part des entreprises qui s'opposent férocement aux mesures protectionnistes qu'il propose ? Trouvera-t-il un espace de compromis avec le Congrès pour appliquer des politiques contraires aux politiques républicaines traditionnelles ? Voyons ce que nous estimons que M. Trump pourra accomplir au début de son mandat.

Trump en action : un essai de conjecture

Nous avons vu dans la chronique du mois de septembre que le Président américain dispose de vastes pouvoirs en matière de commerce international.¹ Il peut agir unilatéralement dans plusieurs cas de figure ce qui lui permettra d'agir rapidement au lendemain de son discours d'investiture.

Un des premiers gestes que posera Donald Trump sera de notifier aux autres parties au TPP que les États-Unis ne ratifieront pas l'accord. Il s'agira d'un symbole important, car aucun autre candidat à la Présidence mis à part Bernie Sanders ne serait allé dans cette direction. Mme Clinton pouvait bien exprimer son rejet de l'accord, nous savions tous qu'il serait finalement adopté après quelques retouches cosmétiques. La méfiance de Trump à l'égard du multilatéralisme s'exprimera pleinement ici, alors qu'il donnera le mandat aux négociateurs américains de négocier des accords bilatéraux.

La plupart des analystes s'entendent pour conclure qu'une multiplicité d'accords bilatéraux ne saurait remplacer un accord plurilatéral, particulièrement pour ce qui est de l'établissement de règles et de normes dans de nouveaux secteurs d'activité économiques. On pense ici particulièrement aux chapitres du TPP sur le commerce électronique et la cohérence réglementaire, qui auraient projeté sur la scène mondiale la manière américaine de les concevoir.

La mort du TPP laissera toute la place à la Chine pour étendre son influence sur l'Asie, déjà croissante alors que les alliés des États-Unis commenceront à douter de leur engagement pour assurer leur sécurité de la région. Les Américains tenteront de négocier des accords commerciaux avec les pays asiatiques qui bénéficient de leur protection militaire. Ces accords provoqueront d'énormes tensions sociales dans ces États, alors que les industries sacrifiées manifesteront leur ferme désaccord.

Le Président Trump devrait ensuite aviser le Mexique et le Canada qu'il souhaite renégocier l'ALÉNA. Il devra faire face à l'opposition de plusieurs entrepreneurs américains, mais les tarifs douaniers ne devraient pas trop ressentir les contrecoups de cette décision, les accords de l'OMC jouant leur rôle de les garder à un très bas niveau. D'autant que la cible est surtout le Mexique, M. Trump pourrait même laisser en vigueur l'accord de libre-échange entre les États-Unis et le Canada, qui a précédé la conclusion de l'ALÉNA, et qui est toujours opérationnel.

Il en est de même pour les négociations du Partenariat transatlantique (TTIP) et du Trade in service agreement (TISA) qui devraient être remisés pour une période indéterminée.

La façon de mettre fin aux accords commerciaux ou aux négociations est assez simple. Il n'en est rien pour l'une de ses principales promesses, mettre fin à la délocalisation de la production des entreprises américaines, particulièrement en Chine et au Mexique. Plusieurs possibilités seront sûrement explorées, mais il nous semble que trois principales avenues peuvent être prises. La première consiste à l'imposition de tarifs douaniers généraux pour le Mexique et la Chine. M. Trump a indiqué durant la campagne qu'il souhaitait imposer des tarifs de 35 % sur les produits mexicains et de 45 % sur les produits chinois. La seconde avenue verrait

¹ http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/cca_2016-10_ver_1.1.pdf

l'imposition de tarifs spécifiques à l'égard de certains produits fabriqués par des entreprises qui ont délocalisé leur production. La troisième viserait l'adoption de mesures fiscales et de subventions aux entreprises qui produisent aux États-Unis.

L'imposition de tarifs importants au Mexique et en Chine nous semble improbable. La chaîne de valeur de la production s'est tellement mondialisée qu'une bonne partie des produits vendus aux États-Unis contient des pièces ou des composantes provenant de l'un de ces États. Il s'ensuivrait nécessairement une guerre commerciale entre les trois États qui a le potentiel d'être très destructrice pour ces économies.

L'approche qui nous semble la plus probable est celle de l'imposition de tarifs ciblés qui deviendront des mesures emblématiques de l'administration Trump. Ces nouveaux tarifs n'iront pas sans mesures de représailles de la part des partenaires commerciaux, mais l'impact sur les économies sera beaucoup plus limité. Ils seront assortis d'une série de mesures incitatives pour les entreprises à continuer ou rapatrier leur production aux États-Unis.

D'une manière générale, l'influence des États-Unis à travers le monde diminuera de manière significative. Si les politiques étrangère et commerciale de Barack Obama étaient marquées par le libéralisme, celles de M. Trump se rapprocheront davantage du néo conservatisme de George W. Bush, sans le libéralisme économique de ce dernier. La politique étrangère de M. Bush était guidée par une forme de moralisme ou d'idéalisme traditionnel relevant de la « destinée manifeste ». M. Trump se croit sûrement plus pragmatique en n'ayant comme seul guide le bénéfice économique.

Là où le moralisme de Bush a créé un enfer au Moyen-Orient dont nous ne sommes pas encore sortis quinze ans plus tard, le « transactionnisme » de Trump risque d'avoir un impact beaucoup plus important sur la stabilité mondiale dont les répercussions sont incalculables. La remise en question de plusieurs instruments mis en place depuis la Deuxième Guerre mondiale pour éviter qu'elle ne se répète demande que l'on actualise leur pertinence. Longtemps considérées comme allant de soi, elles sont aujourd'hui compromises sans que la plupart des protagonistes ne l'aient vu venir. Ceux qui sont convaincus de leur importance doivent rapidement trouver des réponses crédibles à ces remises en question et les faire valoir, car l'impression qui se dégage de M. Trump depuis les derniers mois est que le temps est davantage à l'action qu'à la réflexion.

Références

Bown, Chad P. The Truth about Trade Agreements—and Why We Need Them. Peterson Institute for International Economic, 21 novembre 2016. En ligne : <https://piie.com/commentary/ops/truth-about-trade-agreements-and-why-we-need-them>

Brooks, Rosa. Donald Trump Has a Coherent, Realist Foreign Policy. Foreign Policy, 12 avril 2016. En ligne : <http://foreignpolicy.com/2016/04/12/donald-trump-has-a-coherent-realist-foreign-policy/>

Carter, Stephen L. Trump and the Fall of Liberalism. Bloomberg, 11 novembre 2016. En ligne : <https://www.bloomberg.com/view/articles/2016-11-11/trump-and-the-fall-of-liberalism>

Elliot, Gary. How America's new president will affect the global economy. The Guardian, 9 novembre 2016. En ligne : <https://www.theguardian.com/business/2016/nov/09/donald-trump-new-us-president-america-global-economy-china-mexico>

Financial Time. Donald Trump's victory challenges the global liberal order. 9 novembre 2016. En ligne : <https://www.ft.com/content/a4669844-a643-11e6-8b69-02899e8bd9d1>

Haberman, Maggie et David E. Sanger. Transcript: Donald Trump Expounds on His Foreign Policy Views. New York Times, 26 mars 2016. En ligne : <http://www.nytimes.com/2016/03/27/us/politics/donald-trump-transcript.html>

Harari, Yuval Noah. Does Trump's Rise Mean Liberalism's End? The New Yorker, 7 octobre 2016. En ligne : <http://www.newyorker.com/business/currency/does-trumps-rise-mean-liberalisms-end>

Hufbauer, Gary Clyde. Trump on Trade : A Few Cautions. Peterson Institute for International Economic, 30 novembre 2016. En ligne : <https://piie.com/blogs/trade-investment-policy-watch/trump-trade-few-cautions>

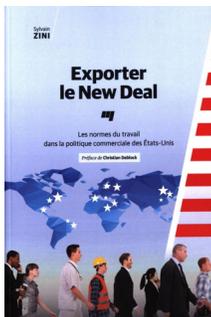
Kaplan, Robert D. On foreign policy, Donald Trump is no realist. Washington Post, 11 novembre 2016. En ligne : https://www.washingtonpost.com/opinions/on-foreign-policy-donald-trump-is-a-fake-realist/2016/11/11/c5fdcc52-a783-11e6-8042-f4d111c862d1_story.html

Mauldin, William. Donald Trump Win to Upend Trade Policy. Wall Street Journal, 9 novembre 2016. En ligne : <http://www.wsj.com/articles/donald-trump-win-to-upend-trade-policy-1478692802>

The Economist. How Donald Trump thinks about trade. 9 novembre 2016. En ligne : <http://www.economist.com/news/united-states/21709921-america-next-president-wants-pull-out-existing-trade-deals-and-put-future-ones>

Exporter le New Deal

Publication d'un ouvrage de M. Sylvain Zini, chercheur au CÉIM



Dans cet ouvrage, Sylvain Zini revient sur les raisons qui ont pu pousser les États-Unis à vouloir inclure des clauses sociales dans les accords commerciaux. La clause sociale telle que défendue par les États-Unis est le fruit d'une tradition intellectuelle, politique et militante fortement ancrée chez eux : le libéralisme réformiste.

Durant les années qui ont suivi le New Deal, puis dans les années 1980, une coalition de progressistes libéraux a usé de son influence pour inclure des clauses sociales dans l'agenda commercial américain. Ce projet est intimement lié à deux principes à la base de la poli-

tique commerciale des États-Unis et du système commercial multilatéral (SCM) : la réciprocité et l'équité. Malgré tous leurs efforts, les Américains ne sont toutefois jamais parvenus à intégrer la clause sociale dans l'agenda des négociations dans le cadre l'Accord général sur les tarifs et le commerce (GATT), puis dans celles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les États-Unis ont de ce fait été dirigés dans deux voies : le changement de forums et le bilatéralisme, et ce avec des succès mitigés. À son actif, cette campagne a permis de faire progresser les droits des travailleurs dans la hiérarchie des priorités internationales. Toutefois, l'agenda de la clause sociale confronte encore la méfiance des pays en développement. Si la clause sociale a fait des progrès depuis 30 ans, l'agenda des entreprises continue lui aussi à avancer, ce qui fait que l'écart entre les droits de celles-ci et ceux des travailleurs est loin d'avoir été comblé. Un livre qui retrace avec brio le parcours d'idées progressistes dans les arènes internationales.

Études économiques et articles connexes ce mois-ci.

ICTSD. *EU-Canada Trade Deal Signed, Overcoming Hurdles in Belgium*. Bridges, Volume 20 - Numéro 37, 3 novembre 2016.

<http://www.ictsd.org/bridges-news/bridges/news/eu-canada-trade-deal-signed-overcoming-hurdles-in-belgium>

ICTSD. *US Trade Officials Prepare for a Post-Election Landscape on TPP*. Bridges, Volume 20 - Numéro 37, 3 novembre 2016.

<http://www.ictsd.org/bridges-news/bridges/news/us-trade-officials-prepare-for-a-post-election-landscape-on-tpp>

ICTSD. *USTR Froman Calls for "Pragmatic Multilateralism" in Charting WTO Course*. Bridges, Volume 20 - Numéro 35, 20 octobre 2016.

<http://www.ictsd.org/bridges-news/bridges/news/ustr-froman-calls-for-pragmatic-multilateralism-in-charting-wto-course>

Wadhwa, Vivek et Edward Allen. *The Government Failed U.S. Workers on Global Trade. It Must Do Better on Technology*. Council on Foreign Relations.

<http://www.cfr.org/united-states/government-failed-us-workers-global-trade-must-do-better-technology/p38462>

World Politics Review. *What Does the Presidential Election Mean for U.S. Foreign Policy?* 4 novembre 2016.

<http://www.worldpoliticsreview.com/articles/20381/what-does-the-presidential-election-mean-for-u-s-foreign-policy>

Direction

Christian Deblock, professeur titulaire au département de science politique de l'UQAM et directeur de recherche du CEIM.

Rédaction

Guy-Philippe Wells, chercheur associé au CEIM.

Abonnez-vous

[À la liste de diffusion](#) 

[Au fil RSS](#) 

Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

Adresse postale :

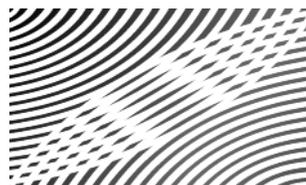
Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Téléphone : 514 987-3000, poste 3910

Télécopieur : 514 987-0397

Courriel : ceim@uqam.ca

Site web : www.ceim.uqam.ca



CEIM